



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

20250221

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**de mise en demeure de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral et
du Code de l'environnement**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
PAPREC
Commune de Saint-Ours**

**Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.172-4, L.511-1, L.511-2 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2714 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 novembre 2012 modifié, autorisant la société ECHALIER à exploiter ses activités de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux et déchets dangereux ainsi que de récupération de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de SAINT-OURS-LES-ROCHES ;

Vu le changement de dénomination sociale de la société ECHALIER au profit de PAPREC AUVERGNE ECHALIER en 2019 ;

Vu le changement de dénomination sociale de la société PAPREC AUVERGNE ECHALIER au profit de PAPREC AUVERGNE en 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées réalisée le 21 novembre 2024 et transmis à PAPREC par courrier en date du 13 janvier 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'accusé de réception postal du courrier contradictoire signé par la société PAPREC le 15 janvier 2025 ;

Vu les observations formulées par la société PAPREC en date du 27 janvier 2025 ;

Considérant que, lors de la visite en date du 21 novembre 2024, l'inspecteur a constaté que les conditions d'exploitation du site ne sont pas conformes au regard de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012, notamment au niveau des volumes de déchets entreposés susceptibles d'être présents dans l'installation ;

Considérant que, lors de la visite en date du 21 novembre 2024, l'inspecteur a constaté que le volume estimé de déchets classés sous la rubrique 2714 dépasse le seuil maximal imposé par l'arrêté d'autorisation préfectoral, (avec 8 000 m³ de collecte sélective pour un seuil de 4 600 m³ autorisés pour les déchets hors bois) ;

Considérant que ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis des dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2012 modifié qui fixe un volume maximal autorisé de 6 400 m³ pour les déchets relevant de la rubrique 2714 ;

Considérant que ce constat constitue une aggravation des risques en cas d'un éventuel accident ou incendie ;

Considérant que, lors de la visite en date du 21 novembre 2024, les déchets issus de la collecte sélective sont exposés aux intempéries, entraînant leur dégradation et rendant plus difficile leur recyclage ou valorisation dans les filières appropriées ;

Considérant qu'ainsi les conditions de stockage des déchets issus de la collecte sélective ne permettent pas de respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets prévue à l'article L.541-1-II du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de la visite en date du 21 novembre 2024, l'inspecteur a constaté que les conditions de stockage de déchets, provenant la collecte sélective ne permettent pas de limiter les éventuels envois, et majorent les risques de pollution des eaux de ruissellement en cas d'accident ou d'incendie ;

Considérant que ces inobservations sont susceptibles de générer un risque pour la sécurité des personnes et du matériel ainsi qu'un impact sur le voisinage et l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PAPREC de respecter les prescriptions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral 13 novembre 2012 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société PAPREC, dont le siège social est situé au 30 route des Volcans, Charlon, à SAINT OURS LES ROCHES (63230), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées au 30 route des Volcans, Charlon commune de SAINT OURS LES ROCHES, le volume maximal autorisé par l'article 1.4.1 de l'arrêté du 13 novembre 2012 modifié relatif à la rubrique 2714 :

« Le volume susceptible d'être présent dans l'installation ne doit pas excéder 6 400 m³, pour les déchets classés sous la rubrique 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719). »

en réduisant les volumes de déchets classés sur la rubrique 2714 (notamment ceux de la collecte sélective), en dessous du seuil de 6 400 m³ dans un délai maximal de 2 mois.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

Article 3 – En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application «Télérecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Article 4 – Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement sont publiées sur le site internet de l'État du Puy-de-Dôme (<http://www.puy-de-dome.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à la société PAPREC et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Ours,
- Monsieur le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le - 4 FEV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-Paul VICAT

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

